



## PROGRAMME TOUS ACP RELATIF AUX PRODUITS DE BASE AGRICOLES

Bulletin d'information N° 11

Mars 2011

### Améliorer le fonctionnement des marchés céréaliers en Afrique de l'Ouest

Du 9 au 11 décembre dernier, se tenait à Accra (Ghana) un atelier de renforcement de capacités sur *l'Amélioration du fonctionnement des marchés des céréales en Afrique de l'Ouest*. Cette rencontre, organisée dans le cadre du Programme Tous ACP relatif aux produits de base agricoles, visait essentiellement à renforcer les capacités des acteurs issus des secteurs public et privé.

Cet atelier, organisé par la CNUCED en collaboration avec le Comité *permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel* (CILSS) et le Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA) - point focal AAACP -, a rassemblé une centaine de participants, parmi lesquels différents acteurs intéressés par le système des récépissés d'entreposage/warrantage, à savoir des producteurs, des représentants issus des banques commerciales, des institutions micro-finance, du secteur privé (entrepouseurs, commerçants), des gouvernements, des organisations d'intégration régionales (UEMOA, CILSS) ainsi que des partenaires au développement.

Sur base des présentations des orateurs, les participants ont notamment engagé des discussions sur : (i) les politiques régionales relatives à la sécurité et souveraineté alimentaires, (ii) la revue des expériences sur le système de récépissés d'entreposage/warrantage et les bourses agricoles en Afrique, (iii) les initiatives des partenaires au développement en rapport avec ces outils, et (iv) les perspectives dans le cadre des politiques agricoles et commerciales nationales et régionales.

**Un récépissé d'entreposage** : document émis par une maison d'entreposage sur lequel figure la liste des marchandises entreposées et désignant le propriétaire des marchandises. Les récépissés d'entreposage peuvent être négociables (au porteur) ou non-négociable.

Le **warrantage** consiste en une opération de crédit ayant pour support des marchandises données en garantie et déposées, en général, dans un magasin. Le crédit est matérialisé par un effet de commerce appelé warrant.

Les débats ont entre autres fait ressortir l'intérêt croissant pour les systèmes de warrantage au vu de la multitude d'initiatives dans la région ayant contribué à l'amélioration des revenus des producteurs ainsi qu'à la sécurité alimentaire ; la méconnaissance par les acteurs de la base des politiques agricoles régionales préconisant des instruments tels le warrantage ou les bourses agricoles ; les contraintes entravant le développement de ces mécanismes, mais encore l'existence d'un cadre politique unifié par l'UEMOA et la CEDEAO qui ont le mandat de veiller à l'harmonisation des réglementations au niveau régional.

A la suite des travaux, des recommandations ont été formulées, en vue d'assurer le développement de ces systèmes en fonction des spécificités de chaque pays. Ces dernières préconisent entre autres (i) l'établissement d'une cartographie et la capitalisation des expériences de warrantage, du système de récépissés d'entreposage et de bourses agricoles dans la région ; (ii) le renforcement de l'organisation et la professionnalisation des producteurs ainsi que leur sensibilisation aux textes, mesures et politiques existantes considérant ces instruments; mais encore (iii) le renforcement des capacités de gestion des institutions de micro-finance afin de favoriser le refinancement par les banques commerciales.

## Formation en gestion des risques associés aux prix

Des producteurs, exportateurs, chercheurs, négociants, distributeurs ou encore membres de diverses associations... d'Ethiopie, du Kenya, du Rwanda, de Tanzanie, d'Ouganda, du Zimbabwe, d'Allemagne, des Pays-Bas, des Etats-Unis et de France. Un intérêt commun : faire du café un secteur profitable. Cependant, l'environnement est complexe, les prix du café ont dégringolé au cours des dernières décennies, les niveaux de production en Afrique australe et orientale ont fortement baissé.



Photo de famille des participants à la formation

Suite à une demande croissante de renforcement de capacités en gestion de risques pour l'industrie caféière, l'unité «Gestion des risques agricoles» de la Banque Mondiale a dispensé une formation sur la « Gestion des risques liés aux prix du café » du 20 au 22 février 2011 à Arusha, Tanzanie.

Financé par le Programme AAACP, ce cours a été organisé en partenariat avec l'Eastern African Fine Coffee Association (EAFCA) à l'issue de sa conférence annuelle.

(Suite page 3)

## Coopération Sud-Sud : Des filateurs asiatiques en tournée en Afrique de l'Ouest

Début janvier, une délégation de filateurs vietnamiens et bangladais s'est rendue dans les zones cotonnières de Bobo Dioulasso (Burkina Faso) et de Sikasso (Mali). Cette mission, organisée par le Centre de Commerce International (CCI) et l'International Fertilizer Development Center (IFDC), intervient dans le cadre du projet de « Prévention de la contamination du coton graine en Afrique de l'Ouest » (PPCC), conjointement financé par le Programme AAACP et le Fonds commun pour les produits de base (CFC). Cette tournée avait pour objectif de développer des échanges commerciaux entre les filateurs asiatiques et les exportateurs de coton africains.

La tournée impliquait entre autres des visites de champs et marchés de coton, d'usines d'égrenage et de filature mais également des échanges avec les producteurs de coton. Désireux de participer plus étroitement au projet, les délégués ont souhaité procéder à l'achat de coton 'propre', d'analyser le produit pour enfin envoyer un compte-rendu scientifique dans les plus brefs délais.



Emballage de coton

Compte tenu de la demande croissante de l'or blanc en Asie, les filateurs souhaiteraient développer des relations commerciales durables avec les producteurs burkinabés et maliens mais également dans l'ensemble du continent. Le voyage d'études a contribué au changement de perception des filateurs asiatiques à l'égard du coton africain. A l'issue du circuit, les visiteurs ont fait part de leur impression positive à l'égard de la professionnalisation du secteur dans les deux pays.

La Banque Mondiale (SDN) est également associée au projet qui consiste à sensibiliser et à former 27.000 acteurs de la filière cotonnière à la réduction de la contamination, particulièrement lors de la récolte, de l'entreposage, ainsi qu'aux opérations de marketing. Elle se penche sur les questions institutionnelles que posera aux égreneurs ainsi qu'aux producteurs, l'introduction d'un flux parallèle de coton 'propre' sur le marché. Il s'agit plus précisément de s'assurer leur coopération dans la commercialisation du coton *non contaminé* mais également de garantir le paiement d'un prix 'premium' de la part de leurs acheteurs, qui soit équitablement partagé parmi l'ensemble des acteurs de la filière. Une première réunion a eu lieu à Ouagadougou avec les parties prenantes début février.

## Le Roppa : point focal AAACP en Afrique de l'Ouest

(Suite de la page 2)

Le Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) regroupe des fédérations et plateformes paysannes d'une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest. Créé en 2000, à Cotonou, son objectif consiste à promouvoir et défendre une agriculture familiale performante et durable dans la région et de porter les revendications de ses membres aux niveaux régional et international. Son rôle consiste essentiellement à assurer un plaidoyer efficace auprès des autorités politiques régionales et mondiales et d'appuyer ses membres à agir de même au niveau national.

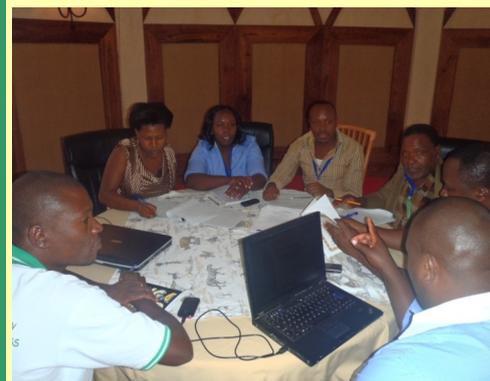
Depuis février 2010, le ROPPA assure la mission de point focal (PF) AAACP pour la zone ouest-africaine. A l'instar de ses homologues dans les autres régions ACP, le PF a pour mission de (i) veiller à l'alignement des interventions de l'AAACP sur les stratégies, politiques et autres programmes en cours dans la région ; (ii) veiller à la cohérence des politiques nationales et régionales à l'égard des autres programmes et projets en cours ainsi qu'au développement de synergies et de contacts avec ces derniers; (iii) renforcer la sensibilisation à l'AAACP et les liens avec institutions nationales & régionales ainsi qu'avec les bénéficiaires dans leur région, et enfin ; (iv) traiter et disséminer les informations sur le programme AAACP à travers des canaux de communication appropriés.

A ce jour et en dépit d'un démarrage quelque peu ardu, le ROPPA a pu s'engager dans diverses activités de diffusion d'informations auprès des acteurs locaux et régionaux. De même, il a activement collaboré avec des partenaires AAACP dans le cadre de la mise en œuvre d'activités spécifiques telles l'organisation d'un atelier régional sur l'« Amélioration du fonctionnement du marché des céréales » (CNUCED) ou encore l'identification des besoins en formation à l'attention de femmes leaders dans la transformation des céréales (FAO).

Suite à un remaniement opéré l'an dernier, le Réseau a élu à sa tête un nouveau président en la personne de Mr. Bagna Djibo. Au cours de son mandat, il portera la mise en œuvre d'un plan quinquennal (2012-2017) dont les axes prioritaires concernent le renforcement des plateformes nationales ; une meilleure circulation de l'information parmi les membres du ROPPA ainsi que la capitalisation de l'expertise dont ce dernier dispose ; et enfin, l'intégration régionale.

Les participants ont acquis des connaissances et des outils pour quantifier, observer et gérer le risque lié au prix dans les sociétés commercialisant du café.

Ayant reçu un CD-ROM comportant l'ensemble des supports de formatin, les délégués devaient préparer des exercices en vue d'une correction le jour suivant.



Session de travaux pratiques

Le format des cours s'inspire de l'expérience acquise par la BM et ses partenaires au cours de leurs interventions dans le domaine de la gestion des risques. Les supports didactiques ont par ailleurs été adaptés sous un format *on line* disponible à l'adresse suivante [www.agrisktraining.org](http://www.agrisktraining.org).

Les sessions de groupes ont été particulièrement interactives, enrichies par les échanges de vues et le partage d'expériences des participants. Remportant l'unanime satisfaction, la formation a également été perçue comme un atout majeur pour atténuer les risques issus de la volatilité des prix dans le secteur.

\* \* \* \*



## Nouvelle des Caraïbes ...

En février dernier, Jethro Greene, le Coordonnateur en chef du Réseau des agriculteurs caribéens (CAFAN), effectuait une tournée européenne. Au nombre des escales, une étape à Bruxelles au cours de laquelle l'Unité de Coordination a eu l'occasion de le rencontrer. Focus sur une organisation qui lutte depuis près de 10 ans pour améliorer le quotidien des familles d'agriculteurs à travers la Caraïbe mais également pour accroître l'indépendance économique et sociopolitique du secteur agricole.



Jethro Greene, Coordonnateur en Chef du CAFAN

CAFAN représente quelque 500.000 cultivateurs et 20 organisations de producteurs directement impliqués dans la production et la commercialisation de fruits & légumes, racines & tubéreux, de cultures arboricoles et l'élevage à destination des marchés locaux, régionaux et extrarégionaux. L'organisation s'implique par ailleurs dans la formation des agriculteurs, l'industrie alimentaire et la culture biologique. L'organisation développe également des programmes promouvant l'agriculture comme une activité lucrative, valable et durable.

Dans le cadre de l'AAACP, plusieurs membres du Réseau ont bénéficié de formations couvrant divers aspects tels les techniques culturales, les maladies, les pratiques post-récoltes, la négociation de contrats et le renforcement des capacités (voir NL n° 10). « L'impact de ces formations est énorme (...) ! Non seulement, elles nous ont propulsé dans le secteur du 'Business marketing' mais ont également conféré une plus grande visibilité à l'importance et à la consommation des racines & tubercules », confie Jethro. « Nous avons, par ailleurs, constaté l'accroissement du potentiel de commercialisation du taro ainsi que les opportunités de marché pour les patates douces, et ce, bien au-delà des frontières régionales ».

**Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Union européenne. Son contenu est de la seule responsabilité de l'Unité de coordination et ne peut, en aucun cas, être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union européenne ou des Etats ACP. Les photos ont été prises par les membres de l'UC.**

### PROGRAMME TOUS ACP RELATIF AUX PRODUITS DE BASE AGRICOLES

[www.euacpcommodities.eu](http://www.euacpcommodities.eu)

Une initiative mise en œuvre par :



Unité de Coordination :  
c/o Cardno Emerging Markets,  
Belgium s.a.  
Avenue Louise, 479 (Box 53) –  
B 1050 Bruxelles – Belgique